

VIOLENCE ET PAUVRETÉ :

DÉCHIFFRER LE RAPPORT À LA VIOLENCE SOUS L'ANGLE DU TERRITOIRE

CATHERINE SÉLIMANOVSKI

MAÎTRE DE CONFÉRENCES DE GÉOGRAPHIE, MONTPELLIER 2, LABORATOIRE ACTEURS RESSOURCES ET TERRITOIRES DANS LE DÉVELOPPEMENT, ART-DÉV., UMR 5281, UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER 3

Préambule

Dans un de ses textes Claudine Moïse (2006) démontre que l'insulte est le dernier recours avant la violence physique et que pour l'élève qui en arrive à insulter une enseignante de son collègue « l'insulte renforce aussi l'affirmation de soi, comme s'il fallait répondre à une identité à laquelle on est assigné ». Elle conclut que pour l'élève « c'est une forme de visibilité sociale qui est à l'œuvre, qui traduit le besoin de se construire une identité et de l'afficher : identité du refuge dans la cristallisation d'une identité de repli ». Je voudrais dire ici comment cette idée d'une identité de repli liée à la violence verbale recoupe mes propres recherches au sujet d'une territorialité du repli associée aux situations de pauvreté et d'une territorialité du conflit concernant une fraction de jeunes gens auteurs et victimes de violences urbaines (Sélimanovski, 2008).

L'idée de *territorialité* évoque l'espace des sociétés et les rapports individuels et collectifs que les personnes nouent avec l'espace. Selon Guy Di Méo (2000), la territorialité se situe constamment entre deux pôles. Le premier, de caractère objectif, renvoie à un territoire désigné par un nom, associé à une forme d'appropriation, de contrôle, de pouvoir qui contribue à lui fixer des limites et à l'institutionnaliser. Le second pôle tire vers l'individu et ramène celui-ci à sa pratique et à son vécu de l'espace géographique. La tension entre ces deux pôles entraîne d'innombrables et d'imprévisibles déformations d'un territoire constamment remis en cause par la logique des sujets individus.

Pour parler de la territorialité des personnes en situation de pauvreté, il faut se souvenir que selon Georg Simmel (1907), la pauvreté est une « synthèse sociologique unique » dont les membres partagent l'expérience singulière du recours à l'assistance alors qu'ils viennent d'horizons très divers et n'ont pas de liens entre eux. Le recours à l'assistance, occasionnel ou pérenne, effectif ou putatif, construit une frontière sociale marquant une rupture dans la continuité de l'échelle sociale. La figure de la frontière appelle à penser l'ambivalence. Être « client » des politiques publiques de traitement de la pauvreté protège mais installe les intéressés dans une situation d'hétéronomie sociale, se caractérisant par l'absence de liberté de choix en matière de résidence, de travail, de loisirs, de déplacements et par l'obligation de se soumettre à un contrôle social inversement proportionnel à son degré d'autonomie. Le passage de la frontière s'accompagne d'un processus de repli social et territorial que je nomme *territorialité du repli*. Le terme de *repli* est préférable à celui d'*exclusion* parce qu'il n'est pas connoté et traduit mieux l'idée que les personnes touchées par la pauvreté sont à la fois dans la société et en marge de celle-ci. Le repli est un processus (se replier, se recroqueviller) qui, poussé à l'extrême, peut aboutir à une espèce de mort sociale.

Le point de rencontre du phénomène de pauvreté et de celui des violences urbaines se situe justement dans la problématique du repli et de la stigmatisation. Il serait inexact de dire que la pauvreté génère les violences, pourtant on observe une progression conjointe des deux phénomènes. Par ailleurs, les personnes en situation de pauvreté et / ou les habitants des grands ensembles d'habitat collectif sont plus fréquemment confrontés à la violence que les autres catégories de population. Les

jeunes précocement exclus du système scolaire, habitant un quartier de banlieue disqualifié, sont souvent auteurs et victimes de violences. Ils partagent avec les personnes en situation de pauvreté, habitant ou non dans les mêmes quartiers, appartenant ou non aux mêmes familles, une expérience difficile de la vie marquée par les interactions se développant entre le regard hostile que la société porte sur eux et la production en retour d'une identité façonnée par des mécanismes défensifs. En étudiant l'intégration des immigrés Portugais en France, Michel Oriol (1988) a montré, qu'une attitude adverse de la société d'accueil provoque une vive réaction de repli identitaire alors qu'à l'inverse, une attitude d'ouverture n'encourage ni la vie associative centrée sur la culture d'origine, ni la pratique exclusive de la langue maternelle. On sait par conséquent que le repli, sur soi, sur le territoire, le repli identitaire est un corollaire rétroactif de la stigmatisation et de la disqualification des personnes et des lieux.

Les résultats empiriques présentés ci-dessous résultent d'un travail pluridisciplinaire, mené à Strasbourg, entre 1997 et 2000, sur le thème de l'ancrage territorial des violences urbaines, (incivilités et délits collectifs inscrits dans les territoires urbains). Ils reposent sur une enquête lancée auprès de jeunes âgés de 16 à 25 ans, habitant le quartier de la Meinau-Canardière. L'enquête date de plus de dix ans, le quartier a été l'objet de nombreuses mesures de la politique de la ville. Il a changé en partie, néanmoins le mécanisme de la territorialité du repli et du conflit décrit ici est toujours une clé de lecture pertinente du problème des violences urbaines. C'est en quoi cette communication s'inscrit pleinement dans les préoccupations et les démarches pluridisciplinaires de l'Observatoire de la Tranquillité Publique (OLTTP) de Montpellier. N'apportant ni outil de mesure, ni outil cartographique, l'objectif est d'attirer l'attention sur le sens de l'ancrage au territoire en rappelant la nécessité de prendre en compte la territorialité des individus. Il ne s'agit pas seulement de répondre à la question « où sont commis les incivilités et les actes délinquants ? » mais « pourquoi là et avec quels effets ? » en tenant compte de la complexité des processus d'appropriation et d'identification au territoire pouvant conduire à des violences urbaines.

Introduction

Le vécu des personnes touchées par la pauvreté se caractérise par une forte hétéronomie sociale se traduisant dans leurs rapports à l'espace par une territorialité du repli. Ces personnes sont marquées par un blocage de leurs migrations résidentielles et voient leur mobilité habituelle rétrécie en raison de leurs difficultés financières et de l'affaiblissement de leurs réseaux de relations professionnelles notamment. On retrouve un processus identique de repli sur le territoire chez les jeunes en mal d'intégration qui habitent les quartiers sensibles des grandes agglomérations et peuvent être directement ou indirectement touchés par la pauvreté. Certains d'entre eux vivent dans des familles où ils partagent la situation de pauvreté de leurs parents. D'autres peuvent être indépendants après avoir rompu avec les institutions qui étaient susceptibles de leur assurer un devenir scolaire ou professionnel et se retrouver eux-mêmes en situation de pauvreté, sans diplôme, sans projet, sans travail. Tous portent les stigmates des quartiers où ils résident car les situations de pauvreté y sont courantes et la présence dans ces quartiers d'un nombre élevée de familles immigrées, de familles nombreuses et de familles monoparentales alimente les préjugés de toutes sortes. Pour ces raisons cumulées, beaucoup de jeunes des quartiers sensibles sont en attente de reconnaissance sociale et vivent des parcours scolaires et professionnels incertains. Leurs rapports à l'espace sont semblables à ceux de toutes les personnes en situation de précarité, tout en étant plus complexes : ils résultent à la fois d'une relation singulière à l'espace et d'une relation de groupe, de bande. Leur territorialité est double car à la territorialité du repli individuelle, fortement tributaire des parcours socio-résidentiels bloqués et de la mobilité habituelle réduite de leurs ascendants s'ajoute une territorialité du repli collective souvent génératrice de conflits et de violences dans l'espace public.

Les résultats présentés ici reposent sur neuf entretiens de jeunes filles et vingt entretiens de jeunes garçons âgés de 16 à 25 ans qui ont été réalisés dans le quartier classé en territoire de la

politique de la ville de la Meinau-Canardière à Strasbourg en 1999, pour cerner les rapports des jeunes au quartier et à la violence¹. La plupart des enquêtés sont déjà des jeunes adultes qui relatent leurs expériences au passé en ayant pris de la distance vis-à-vis des comportements violents des plus jeunes. Les deux tiers des enquêtés sont issus de familles immigrées originaires de sept pays différents : Maroc, Algérie, Turquie, Tunisie, Vietnam, Iran, Italie. Les enquêtés appartiennent souvent à des familles nombreuses vivant à l'étroit dans leurs appartements HLM, situation « poussant » les jeunes dans la rue². La quasi totalité des enquêtés est célibataire et vit au domicile parental, dont le tiers avec un seul parent. Dans l'ensemble, les parents des enquêtés ont des situations professionnelles modestes : sur dix-sept situations paternelles connues, on compte un père au foyer, un retraité, un commerçant, un professeur, six ouvriers, sept employés. Une dizaine de jeunes ne parlent pas du tout de leurs parents : sont-ils pensionnés, demandeurs d'emploi ou bénéficiaires du RMI ? Certains disent avoir des frères et sœurs au chômage. La moitié d'entre eux est sortie ou doit sortir du système scolaire à dix-huit ans avec un CAP, un BEP, ou un niveau équivalent ; l'autre moitié passe ou est passée par l'université³. Une observation moins superficielle montre que tous les jeunes scolarisés ont une ou plusieurs années de retard par rapport au cursus normal. Les étudiants disent que les diplômes sont l'unique moyen d'éviter la « galère » ; les jeunes filles musulmanes ajoutent que les études représentent un gage d'espoir pour échapper au statut traditionnel de la femme au foyer. Deux étudiants en sociologie et un étudiant en droit expliquent avoir opté pour ces matières parce qu'elles leur permettent de trouver des réponses aux questions concernant les problèmes du quartier. Ainsi, le passage par l'université semble concrétiser les aspirations d'ascension sociale des jeunes et de leurs familles et par comparaison, les parcours professionnels « tremblés » des douze enquêtés salariés leur donnent raison.

De l'appropriation du territoire à l'identification au territoire

L'attachement très fort des jeunes à leur quartier est le premier élément qui se dégage des entretiens. Il recouvre un puissant phénomène de territorialisation. Le néologisme signifie que l'attachement au territoire se double d'un processus d'appropriation et de défense du territoire dont les limites sont matérialisées par des rues frontières entre différents ensembles morphologiques et symboliques, internes et externes. Entre production d'identité et explosions de violences, les effets de la territorialisation sont ambivalents. Les enquêtés expriment leur attachement quasi-fusionnel au quartier en déclarant qu'à la Meinau, ils sont chez eux. L'affirmation, « la Meinau c'est chez moi » ou « je m'y reconnais » dénote la force du sentiment d'attachement des enquêtés au quartier et connote leur longue histoire dans le quartier.

La zone de la Meinau est subdivisée en trois entités : un ancien lotissement de villas, un grand ensemble d'habitat collectif englobé dans une zone de redynamisation urbaine (ZRU) lui-même partagé entre deux bailleurs sociaux, dont la SIBAR à la Canardière-Ouest et CUS Habitat à la Canardière-Est ayant en charge les populations les plus défavorisées du quartier. Les enquêtés

1 Le développement repose sur une exploitation personnelle de 29 interviews de jeunes habitants du quartier de la Meinau qui ont été réalisées en 1999 et 2000 (sur 61 au total) dans le cadre d'un travail collectif de l'Institut pour la Promotion du Lien Social (IPLS) auquel j'ai activement participé (Sélimanovski 2002). Le questionnaire qualitatif que j'avais construit sur la relation violence et territoire a servi de base à ces 29 premiers entretiens. Ils ont été conduits par une dizaine d'étudiants en licence de sociologie de l'Université Marc Bloch de Strasbourg sous la surveillance d'un étudiant avancé. Les entretiens ont été enregistrés et retranscrits mot à mot. Les paroles des enquêtés citées entre guillemets sont tirées de ces transcriptions et reproduites littéralement.

2 En septembre 1999, sur 157 demandes de changement d'appartement à la Canardière-Est (gérée par le bailleur CUS Habitat) 104 demandes invoquent des logements trop petits (source : Molina S., *Le réaménagement des espaces extérieurs : une opportunité pour les quartiers des grands ensembles. L'exemple de la Canardière-Est*, Strasbourg, mémoire de maîtrise d'aménagement, UFR de géographie, ULP, novembre 1999, p. 86).

3 La proportion élevée des étudiants dans cet échantillon tient aux conditions dans lesquelles ont été effectuées les enquêtes : pour des raisons de proximité, des étudiants en sociologie habitant à la Meinau ayant été enquêtés ont aussi accepté de jouer le rôle d'enquêtés puis d'enquêter des amis à eux.

perçoivent bien ces divisions générées par les formes, les discontinuités du bâti et le jeu des bailleurs sociaux. « Bon t'as un quartier, c'est la ZUP, c'est là que t'as tous les immigrés et les étrangers. T'as un quartier où t'as des villas. Bon là t'as des gens aisés [...] T'as un troisième quartier, c'est des anciens établissements de fonctionnaires [...] C'est franchement trois quartiers qui sont faits par rapport aux classes sociales ». Et en évoquant la Canardière-Est, « dans un immeuble y réunissent tous les fous ». D'autres éléments évoqués au détour des entretiens confirment la dégradation de l'environnement social à la Canardière-Est⁴. Les deux tiers des enquêtés vivent à la Canardière-Est et sont presque tous nés dans le quartier ou arrivés dès leur plus jeune âge : cinq d'entre eux habitent dans le quartier depuis six à quinze ans, dix depuis seize à vingt ans, huit depuis vingt et un ans et plus. L'immobilité résidentielle des familles concerne indistinctement les familles d'origine française et les familles d'origine étrangère. Les enquêtés ont presque tous passé leur enfance à la Meinau. Certains en tirent un sentiment de fierté. « Je suis né dans ce quartier, j'ai grandi dans ce quartier, c'est mon petit chez moi... ». « Je me sens bien ici, c'est mon quartier, j'y habite depuis vingt ans ». « Je suis fier d'avoir habité à la Meinau ». On peut faire un parallèle entre ces affirmations et le parcours résidentiel des personnes en situation de pauvreté bénéficiaires du fonds d'urgence sociale (FUS) piégées dans le parc public locatif. D'autres sources confirment la faible mobilité résidentielle de tous les habitants du quartier de la Meinau : une étude démographique portant sur 94 familles de la Canardière-Est observées en 1995 nous apprend que ces familles avaient emménagé, en moyenne, douze ans auparavant⁵. Selon l'INSEE, 49,2 % des ménages habitant la ZRU de la Canardière en 1999 y sont arrivés avant 1990 (Strasbourg 37,9 %).

D'une manière plus large, les discours des enquêtés expriment un enchaînement de propositions qui les attachent au quartier : le quartier, c'est chez moi, c'est ma propriété, le quartier c'est ma bande de copains, c'est ma famille. Les jeunes nés de parents immigrés disent qu'« il y a un décalage avec les parents... il y a une fracture par rapport à leur façon de penser ». Et c'est justement parce qu'ils « jonglent entre deux mondes », le quartier et le centre-ville, le quartier et l'université, la France et l'ailleurs qu'ils se sentent si fortement attachés à leur quartier. Ainsi, d'équivalences en équivalences, on glisse de la famille à la bande, de la bande au quartier. L'intégration dans un groupe de pairs semble très importante. Pourtant, elle n'a rien d'original. À l'adolescence, tous les jeunes gens recherchent la compagnie de leurs pairs pour le plaisir d'être ensemble, pour s'amuser et « délirer ». À la Meinau, les activités de loisirs des enquêtés laissent une large place aux rencontres informelles dans la rue. Les enquêtés font du sport, mais leurs activités sont rarement encadrées. Elles se pratiquent au gré des envies, au pied des immeubles (foot, basket), au gré des opportunités (motocross), au gré de l'actualité sportive (foot pendant les championnats), au gré des saisons (baignades d'été au Baggersee, balades à pied, à vélo dans la forêt de Neuhof). En dehors du quartier les garçons et les filles se promènent au centre-ville, vont au cinéma et dans des bars et discothèques. Se rencontrer dans ces lieux et espaces publics est le loisir privilégié : « dans les rues du quartier, on se voyait tout le temps pour échapper aux problèmes de la famille », « pour retrouver les copains » ; dans d'autres quartiers où « avec d'autres, on se sent plus forts » ; au centre-ville, le jour, la nuit, car « t'as pas grand-chose à faire sur le quartier ». La pratique de la rue est majoritairement réservée aux garçons. Les jeunes garçons restent en groupe, en bande, circulent en voiture, sortent le soir. Les filles sortent à deux ou trois avec des amies, plus rarement le soir.

Le territoire du quartier est pensé comme un territoire étiré qui intègre les lieux où les jeunes du quartier sont confrontés aux autres. Le tram et les transports en commun en font partie. Leur appropriation est facilitée par le fait que les jeunes circulent très souvent en groupe. La perception du

4 Les entretiens évoquent la promiscuité liée à la petite taille des logements, les violences domestiques : « des voisins qui crient, le mari qui enferme sa femme à l'extérieur, les chiens qui aboient... » « Ils boivent, ils se battent entre frères, même entre cousins [...] y s'tapent la tête contre les portes ».

5 Source : Levallois A., « Une action d'aménagement urbain et la signification des transformations de son contenu humain : l'ensemble de logements sociaux de la Canardière-Est, Strasbourg 1959-1995 », *Démographie et aménagement du territoire. Actes du dixième colloque de démographie*, Paris, CUDeP - PUF, 1999.

collège est identique parce que les jeunes de la Canardière se retrouvent dans les mêmes classes, à une dizaine d'élèves originaires des mêmes immeubles. Ainsi le vécu de nombreux jeunes du quartier et plus particulièrement des garçons est rythmé par les temps libres non affectés pendant lesquels ils fonctionnent dans la logique de l'opportunité et de l'instant; sans réel projet et spontanément, la logique de bande peut se mettre en place. Les rapports à l'espace et au temps s'en trouvent profondément modifiés.

À partir de l'identification au quartier, on passe à une identification plus abstraite. En réponse à la question, «votre quartier est-il différent?», les enquêtés disent qu'il n'y a pas plus de violences, pas plus de problèmes qu'ailleurs et que la Meinau ressemble aux autres quartiers de la ville. «Ailleurs» renvoie exclusivement aux autres quartiers de grands ensembles d'habitat collectif de la ville. C'est à propos de la description des phénomènes de violence que cette généralisation s'opère le plus facilement. «À la Meinau, la violence, ça se passe normalement comme dans un quartier [...] Ailleurs, c'est comme dans les autres quartiers dits sensibles». Les enquêtés se reconnaissent comme «habitants» des banlieues (peut-on aller jusqu'à dire qu'ils se reconnaissent comme le *peuple* des banlieues?). Ils s'y reconnaissent d'autant mieux que d'autres quartiers leur sont familiers grâce aux réseaux de sociabilité auxquels ils appartiennent (par la famille élargie, les compatriotes, les amis). Dans cet ordre d'idées, le lycée est considéré comme un lieu de fraternisation de tous les jeunes des «quartiers». Le reste de la ville est un «autre monde» auquel les enquêtés sont en même temps très attachés. Ils insistent sur le fait que leur quartier n'est pas très éloigné du centre-ville (vingt minutes à pied, dix minutes en tram). Ils trouvent que Strasbourg est une belle ville et ils l'aiment... On peut évoquer à ce propos la fierté d'un jeune éboueur ayant fait de la prison qui dit se sentir valorisé de «participer à l'entretien de la ville».

L'attachement fusionnel au quartier a pour corollaire des pratiques quotidiennes d'occupation de l'espace passant par les actions statiques ou mobiles suivantes: «squatter», c'est-à-dire s'installer dans des lieux pendant une grande partie du temps et de l'année et / ou manifester bruyamment sa présence avec des radios poussées à fond; prendre le quartier comme terrain d'aventures, parader à scooter, faire des rodéos à motos, quelquefois sur les trottoirs (il est arrivé qu'un rodéo se fasse dans la cour de l'école primaire), «tourner» en voiture, avec sa propre voiture ou une voiture volée. C'est en ce sens, que les pratiques d'appropriation de l'espace décrites par les enquêtés produisent un territoire qui construit l'identité de la bande. Or, l'appropriation de l'espace est d'autant plus facile que les espaces privés et les espaces publics du quartier sont assez mal définis dans l'urbanisme, comme souvent dans les quartiers similaires de grands ensembles d'habitat collectif. Par rapport aux halls d'immeubles et aux cages d'escaliers qui ont un statut intermédiaire d'espaces semi-privés, les espaces non bâtis ont un statut résiduel.

L'effet de territoire est renforcé par l'adoption d'une norme de comportement qui est perçue à l'extérieur comme une norme déviante, une non-règle. Le quartier est décrit comme un espace où «chacun veut faire sa loi». Nous avons vu que les pratiques d'appropriation des lieux décrites plus haut se perpétuent au mépris de la tranquillité et de la sécurité des autres. Mais il y a plus que les incivilités. Il y a également une tolérance aux drogues douces qui n'est pas également partagée, parce qu'elle est illégale. Des enquêtés disent se rencontrer dehors pour une «petite fumette», «se retrouver à six ou à sept, se poser sur un banc et fumer un petit joint». Fumer est considéré comme une pratique sociale (socialisante?). Les enquêtés signalent aussi la présence dans le quartier de chiens de combat, des *pitbulls*. De même ils banalisent les incendies de voitures. Enfin, ils exposent que dans les transports en commun, la règle absolue est de ne pas payer son ticket et qu'au collège, la norme consiste à ne pas être ou ne pas se montrer bon élève et à faire l'école buissonnière aussi souvent que possible. «Même quand on est bon l'on finit par couler». «Le quartier tue le talent». Ils refusent de faire «l'intello», «on ne voit pas un mec de la cité qui se la joue intello!».

Progressivement, «les jeunes se renferment sur le quartier», mais ce repli produit une inversion des valeurs. La norme perçue à l'extérieur comme déviante crée un code de valeurs positives pour les

jeunes gens qui l'adoptent. Les valeurs que développe l'appartenance au groupe sont des valeurs de fierté, de solidarité, d'entraide, de bravoure. Les jeunes se sentent liés au quartier à travers l'obligation morale de suivre les règles de comportement découlant de cette norme. Pourtant ils perçoivent bien les enjeux contradictoires qui découlent de leurs comportements. « Quand il y a un problème cela évite de parler aux parents ou d'avoir recours aux flics ». « Être en groupe donne de la force et de l'audace ». « Pour moi, t'as l'école qui est un apprentissage, t'as le quartier qui est un apprentissage et t'as la famille. C'est trois éducations différentes et il faut faire avec [...] C'est vrai que l'éducation du quartier t'es obligé de suivre. ». « Le quartier te bouffe pour les conneries, en dépit de la famille ». Le quartier, la bande protègent mais appartenir à la bande peut devenir un engrenage, une spirale, « on ne peut plus en sortir une fois qu'on est dedans », un piège, « t'es obligé de rester dans le quartier, avec tes potes, sinon t'es plus rien ». Les enquêtés expriment aussi la crainte de représailles, « si tu t'écartes d'eux, c'est fini », « si je prends dix mètres de recul, je suis foutu. Y aura des conséquences ».

L'appartenance au quartier distingue de la sorte les jeunes enquêtés et ce d'autant plus qu'elle exige des signes extérieurs de ralliement. L'obligation principale est d'être bien habillé. Être « présentable » revient à porter des vêtements de marque et à pouvoir dépenser sans compter, « t'as pas d'argent, t'es une merde, être une merde dans un quartier, ça ne va pas... il faut que tu sois habillé comme tous les jeunes de la cité, en Lacoste, Adidas, ... et pourtant, ils peuvent pas se le permettre ». Et quand l'argent devient l'unique valeur, cela justifie l'exercice d'activités illicites, trafic de drogues ou « business ».

Ce tableau ne doit pas faire oublier le constat, très banal, de l'hétérogénéité de la sous-population des jeunes des quartiers et de l'existence corrélative des différentes manières de s'identifier au territoire. À ce stade, on peut simplement rappeler que le sens du phénomène de territorialisation varie selon l'âge, le sexe des individus, leurs repères familiaux, leurs parcours scolaire et professionnel, leur capacité à agir sur leur destin, leur origine géographique, etc. Pour les jeunes les plus en difficulté, la reconnaissance de soi dans le territoire, à travers l'observance des règles de comportement communes, est l'un des derniers éléments qui permet de se projeter dans l'avenir quand les promesses de l'intégration sociale s'éloignent. Quand il ne reste plus rien d'autre pour exister dans la société et que tous les autres processus de projection dans l'avenir ont échoué, le phénomène favorise le repli et l'enfermement. C'est à ce point qu'apparaît la violence. À l'inverse, le phénomène de territorialisation peut être un phénomène porteur, car savoir d'où l'on vient, avoir un ancrage territorial, donne la force de se projeter dans la société. Le territoire du quartier se décline ainsi entre *territoire refuge / repaire* (un territoire coquille et entrepôt, comptoir de recel et de trafics) et *territoire repère / tremplin* (un territoire lieu de ressourcement). N'oublions pas les situations moyennes qui se déroulent entre des parcours types d'exception sur lesquels focalisent les médias : parcours de stars du football, de la musique, de la danse, de la haute couture, du cinéma ou du théâtre, pour lesquelles le territoire a été un tremplin et, dans l'ombre, parcours de déçus pour lesquels le territoire est un ultime refuge après de nombreux allers et retours entre l'exercice d'activités illicites, la drogue, les séjours en prison.

La violence inhérente au phénomène de territorialisation

L'affirmation, « les autres quartiers c'est une propriété privée, j'ai pas à y aller », contient la réciproque sous-entendue que l'arrivée des autres dans son univers de quartier va automatiquement déclencher un conflit. Le phénomène de territorialisation implique que l'on défende son territoire contre les intrus. Le recours à la violence devient fréquent : on défend la Meinau contre HautePierre ou Neudorf. Et parfois, deux quartiers s'allient contre deux autres quartiers. On défend le territoire « si d'autres viennent le violer », d'autres que dans certaines circonstances on peut reconnaître comme ses semblables. Au-delà de la réactivité immédiate, on peut se demander quelle est la rationalité plus profonde de la défense du territoire. Maintenir le statu quo, c'est-à-dire la « tranquillité » ? Montrer que la Meinau est le quartier le plus chaud et par conséquent être respecté en tant qu'individu

habitant le quartier le plus chaud? Contrôler des activités illicites dans le quartier ou des filières dans la ville (drogue et recel de marchandises volées)?

Les terrains d'affrontement sont indifféremment situés à l'intérieur du quartier ou au centre de la ville. On se montre dans certains lieux et au centre de Strasbourg, notamment place Kléber et place de l'Homme de Fer. Parfois on vient y chercher l'affrontement, on provoque, on expose sa jalousie, on manifeste sa « nervosité ». La bande est fréquemment représentée par ses chefs. Ils « paradent » avec des filles, au volant de belles voitures, ils attendent l'accrochage. Et les provocations peuvent dégénérer en bagarres collectives car toute la bande est solidaire de ses chefs.

Le paradoxe de la violence entre soi repose sur les mêmes questions d'honneur. La violence s'exerce à l'encontre des nouveaux venus dans le quartier, qui doivent se plier à la norme, ou entre bandes rivales du même quartier. Le paradoxe du même et de l'autre s'observe également à l'intérieur du quartier à propos des lieux que les habitants du quartier évitent. Les lieux que l'on évite sont associés aux rassemblements des plus jeunes et aux consommations et trafics de drogues dures. Les « shootés » et leurs dealers font peur, même aux fumeurs occasionnels de haschich. On évite les lieux où ils se trouvent parce que la violence y est potentiellement plus forte. Ce problème revient souvent dans les enquêtes: « la drogue dure, c'était avant à Neuhof, derrière le quartier, c'est maintenant devant ». « Les lieux à éviter sont là où il y a les drogués, dans les parcs... ». En dehors des parcs, d'autres lieux comme les bars du quartier sont signalés pour les mêmes raisons. On évoque aussi une temporalité diurne et saisonnière des lieux à éviter. Les aînés ont également peur de ces lieux du fait des comportements des plus jeunes que « rien ne tient plus ». Ces lieux sont leurs lieux de rassemblement, or les plus jeunes, disent-ils, ne respectent rien et sortent souvent armés. Les filles fuient les mêmes lieux de peur du viol.

Les violences entre des groupes pour le contrôle du territoire reposent enfin sur le phénomène de refus de l'altérité. On distingue deux grands types d'affrontements liés au refus de l'altérité: des affrontements que l'on peut très rapidement qualifier de *classe* entre « bourges » et « racaille » ou des affrontements ethnoculturels. Les deux types d'affrontements peuvent se cumuler. Les affrontements de « classe » se produisent à l'échelle du quartier et aussi dans l'enceinte des écoles primaires et du collège. Dans les affrontements entre la zone de la Canardière-Est et la zone Ouest, par exemple, l'image négative de la police semble le détonateur, parce que l'on assimile facilement les fonctionnaires habitant les immeubles gérés par la SIBAR à des « flics », d'où les « embrouilles » entre « ceux » de la SIBAR et « ceux » des HLM de CUSHabitat. Inversement les habitants de la SIBAR perçoivent négativement les habitants des HLM. Mais les affrontements CUSHabitat contre SIBAR s'effacent dans les situations conflictuelles avec d'autres quartiers ou dans les cas de conflits entre la Canardière entière et la zone des villas. On observe une géométrie variable du groupe des « bourges » et de la « racaille ». Dans les bagarres contre les « bourges », les enquêtés soulignent l'inégalité des protagonistes, car les enfants de familles aisées sont susceptibles de lancer un appel au secours par téléphone portable et de ne pas avoir à se battre. Par contre, au collège, les jeunes des villas échappent plus difficilement à leurs assaillants. « Il faut se coltiner les gars du quartier qui vous tombent dessus car on est le fils de la prof. ». Ce dernier enquêté exprime de la peur. Ayant été agressé et racketté plusieurs fois, il se sent isolé. Quant aux affrontements ethnoculturels, ils se produisent aussi bien au collège et dans le quartier qu'au-dehors. Les enquêtés citent trois grands types de confrontations: des affrontements à connotation raciste entre les skins et les autres, « on n'est pas violents sauf envers les skins », ou bien entre les jeunes Français de souche et les jeunes issus de l'immigration non-européenne; des rivalités entre bandes arabes et bandes turques se partageant le quartier; des affrontements avec les gitans sur fond de mépris unanime, la pire des injures étant d'être traité de gitan.

Tous les enquêtés expriment la difficulté de leurs relations avec les forces de l'ordre (police de ville, gendarmerie, BAC – Brigade anti-criminalité –) auxquelles ils reprochent de nombreuses provocations. Ils insistent sur le fait qu'il se crée un véritable cercle vicieux de la provocation. « Les

policiers qu'on voit là devant le collège, y sont souvent au quartier et y rôdent, mais bon ça dépend, on les voit, mais pas tellement, il arrive des fois où il y a des CRS, là-bas, tout d'un coup. Alors vous pouvez pas rester dehors, vous avez l'couvre feu, y vous arrêtent comme ça, y vous fouillent... [...] Les CRS stationnent dans le quartier pendant deux ou trois semaines après des bagarres dures, puis ils s'en vont». La violence des CRS répondrait aux provocations des jeunes, pour qui provoquer est un jeu. Et les provocations des jeunes répondraient à la brutalité des comportements des CRS. On peut noter que des instituteurs et des enseignants qui exercent dans le quartier se plaignent des défaillances de la police. Par dessus tout, les jeunes enquêtés dénoncent la récurrence de ce qu'ils qualifient de racisme ordinaire. «Se faire contrôler, se faire palper à longueur de journée, c'est un manque de respect [...]. T'es blessé dans ton amour-propre, ta dignité et dans ta personnalité [...]. Et c'est pour ça, qu'il y a souvent de la violence avec les policiers». «Courir ou attendre sont également suspects aux yeux de la police». La critique de la non-intervention de la police revient aussi dans les propos des enquêtés. La police n'arrivant pas, on se trouve obligé de faire justice soi-même. La «rage» est à son comble quand la police intervient trop tard et que la justice, sans avoir pris en compte les étapes initiales, condamne lourdement les derniers contrevenants. Les bagarres qui ont eu lieu en septembre 1999 entre des jeunes de la Meinau et des jeunes du quartier voisin d'Illkirch répondent parfaitement à ce scénario⁶.

Par la violence, le phénomène de territorialisation conduit *in fine* à une mise en concurrence du territoire ainsi approprié avec d'autres territoires dans un jeu d'observation relayé par les médias ; le jeu se déroule à l'échelle d'une agglomération ou même à l'échelle du pays mais on peut postuler que les quartiers sensibles ne sont pas des isolats, que ni leurs habitants, ni l'espace du quartier, ne sont situés en dehors de la société ou de la cité. Ce qui se passe dans les quartiers sensibles ne concerne pas exclusivement un groupe d'habitants qui serait en position marginale, mais relève, au contraire, des problèmes plus profonds qui traversent la société dans sa globalité ; d'ailleurs les violences peuvent aussi bien se produire à l'extérieur du périmètre des quartiers sensibles⁷.

La disqualification du territoire

À l'intérieur du quartier, la peur et le sentiment d'insécurité renforcent les barrières existantes. Selon une étude sur la tranquillité dans les quartiers menée en 1997⁸, les habitants des immeubles gérés par la SIBAR considèrent toujours la rue Schulmeister comme la frontière de la Canardière-Est, territoire qu'ils stigmatisent ainsi. La Canardière-Est est considérée comme un «lieu à réputation». Pour les habitants des deux parties de la Canardières, les lieux à éviter sont situés dans le périmètre

6 L'affaire avait commencé par le vol d'une BMW appartenant à un jeune homme d'Illkirch par des garçons de la Meinau, puis elle s'était déroulée en quatre épisodes strictement enchaînés. Premier épisode : la voiture volée «tourne» à la Meinau pendant quelques jours et en représailles, quatre garçons d'Illkirch enlèvent un garçon de la Meinau qui déjeune au Mac Donald d'Illkirch. Deuxième épisode : trois amis de ce dernier tentent de le retrouver, mais à leur arrivée à la cité Libermann d'Illkirch, ils sont agressés, aspergés de gaz lacrymogène et leur voiture est incendiée. Les trois amis se réfugient dans un lycée proche, appellent la police. Trois fois de suite, on leur «raccroche au nez». Troisième épisode : la mère du jeune homme enlevé se rend à son tour à Illkirch pour tenter de le retrouver, voit la voiture brûlée des amis de son fils et rentre chez elle où elle appelle la police, sans succès. Quatrième épisode : en réaction à l'immobilisme de la police, une bande de la Meinau se rend en voiture à Illkirch avec l'intention de se battre pour retrouver le jeune homme enlevé et d'exiger réparation. Les membres de la bande sont arrêtés en chemin et sont condamnés en comparution immédiate sans avoir commis aucun acte de violence. La condamnation est sévère compte tenu de l'absence d'antécédents judiciaires de la majorité des jeunes. Sources : lettre des parents des jeunes de la Meinau, «indignés du traitement expéditif que le tribunal correctionnel de Strasbourg a réservé à leurs enfants» ; lettre aux Dernières Nouvelles d'Alsace pour demander au journal de rétablir la chronologie de l'affaire et de revenir sur la description que les parents jugent outrée de rixes entre bandes armées de la Meinau et d'Illkirch ; lettre au Président de la Cour d'Appel de Colmar pour qu'il tienne compte de tous les événements de cette histoire dans son jugement en appel.

7 C'est ce que montre la cartographie des voitures incendiées dans l'agglomération de Strasbourg de mars 1997 à février 1998 : beaucoup de voitures ont brûlé dans les quartiers sensibles, mais le centre-ville et le faubourg de Neudorf n'ont pas été épargnés par ce phénomène. (Source : carte de Luc Gwiazdzinski d'après les statistiques du Corps Mixte des Sapeurs Pompiers de la CUS, dans *Rapport d'activités 1997 / 2000 de l'UPRESA 7011* du CNRS).

8 Source : *Étude sur la tranquillité dans les quartiers d'habitat social de la CUS*, ARÉAL, ACEIF, juillet 1997.

de la Canardière-Est : ce sont les bars et le parc de la Meinau⁹. Les mêmes lieux sont cités par les jeunes enquêtés. Ces lieux à éviter échappent au processus de territorialisation déployé à l'échelle du quartier car ils sont devenus des espaces de trafic et de consommation de drogues dures. La plupart des jeunes du quartier se sentent dépossédés de ces lieux. Pour les jeunes des villas, c'est toute la Canardière qu'il faut éviter, à partir de la route de la Meinau qui marque la frontière entre la zone des villas et la Canardière. Ainsi la peur et la généralisation des rumeurs disqualifient en bloc le quartier de la Meinau. Par ailleurs, les jeunes habitants de la Meinau hiérarchisent les quartiers de la ville à l'aune des violences et de la disqualification : Neuhof est toujours cité en premier, puis HautePierre, classé au même rang que la Meinau, puis Illkirch. Les faubourgs de la Robertsau et de Neudorf font partie de l'« autre monde » où l'on habitera peut-être un jour. Le centre-ville aussi.

Bien que les jeunes habitants de la Meinau ne se reconnaissent pas tous dans les actes violents commis dans le quartier, le quartier marque profondément l'identité des jeunes qui y vivent. Pour beaucoup de jeunes en difficulté, cette identité territoriale est la seule identité qui reste quand on n'arrive pas, ou que l'on pense que l'on n'arrivera pas, à s'insérer dans la société. Cette identité est le corollaire de l'ennui qu'expriment les jeunes en échec pour lesquels la violence, la « nervosité », est l'affirmation paradoxale de cette identité. Pour les autres jeunes, l'identité territoriale n'est qu'une identité parmi d'autres identités qui se mêlent dans une grande ville. Néanmoins, le quartier colle à la peau et ce label stigmatise tous les jeunes du quartier y compris ceux qui ne sont pas en rupture avec la société. Le processus est d'autant plus douloureux à supporter que les médias colportent une image négative du quartier et des jeunes. « C'est pas juste ce qu'ils disent ». De plus, selon les enquêtés, les médias attisent la violence dans la mesure où les jeunes trouvent une occasion « de se faire remarquer » par la violence et que « les jeunes se prennent pour des stars ». Or ces images disqualifiantes du quartier rejaillissent négativement sur l'image de soi. D'où les très nombreuses suggestions des enquêtés pour que « l'on » travaille à recréer une image positive du quartier qui améliorerait aussi l'image de soi.

Les enquêtés se plaignent de leurs relations conflictuelles avec la Municipalité, qu'ils identifient le plus souvent à l'État, et avec les associations qui agissent dans les interstices de l'institutionnel. On leur reproche en vrac : inertie, maladroitness, mauvaise foi, insuffisance et inadaptation des mesures, stigmatisation par laisser faire. « En fait les grands frères y se disent, si on laisse faire les petits frères, l'État comprendra. Et plus on les laisse faire, plus en fait y'a une barrière [...]. On se dit, s'ils continuent à faire leurs conneries, l'État peut-être y comprendra et peut-être y fera quelque chose pour eux, tu vois [...] Mais c'est l'État qui a fait ça, c'est l'État, pour te dire la vérité, s'ils avaient tout fait pour nous, nous on aurait compris et on aurait rien fait pour enclencher tout ce qui se passe dans les quartiers en ce moment. » On donne aussi l'exemple des agents de prévention. Le fait qu'ils soient armés est ressenti comme une provocation. De même, la présence des îlotiers dans le quartier est vécue comme une stigmatisation. « Voilà, c'est pas les agents que je trouve provocateurs, c'est le fait qu'ils se baladent avec une arme. C'est trop provocateur, ça fait vraiment western ! Devant la cathédrale, t'as vu des îlotiers toi ? Sur les quais [au centre de Strasbourg], t'as vu des îlotiers ? Quand t'en verras qui rigolent et qui discutent avec tout le monde, tu m'feras signe, pour l'instant, j'en n'ai pas vu ! »

Quand les enquêtés évoquent l'inertie institutionnelle face à la demande récurrente de l'ouverture d'un local pour les jeunes, ils disent que le refus de mettre un local à la disposition des jeunes en 1993 aurait été à l'origine des premières manifestations de violence dans le quartier. Les enquêtés posent aussi le problème des loisirs des grands adolescents et des jeunes adultes. Ils fustigent le désintérêt de l'Association de Prévention Animation Meinau (APAM) pour les plus de 16 ans et l'inadéquation des équipements structurels de ville comme « Pôle Sud » pour les

9 Ce parc fait aujourd'hui, l'objet d'une réhabilitation importante dans le cadre des projets de l'ANRU à la Meinau et au Neuhof.

habitants du quartier¹⁰. Néanmoins, les enquêtés plus âgés admettent le bien-fondé des régulations institutionnelles. Ils pensent que leur quartier est tout de même bien équipé. Ils reconnaissent que certaines actions institutionnelles revalorisent la Meinau et aident ses habitants à mieux y vivre. Ils citent la Mission locale.

Les enquêtes révèlent aussi que les jeunes pensent à des solutions de dialogue pour réduire les violences et faire tomber les peurs et préjugés qui, de part et d'autre, produisent de la méfiance, de la division sociale et spatiale. Pour apprendre aux gens à avoir une image positive des cités, « il faudrait placer des éducateurs dans toute la ville », dit l'un des enquêtés, « se connaître », dit un autre, « c'est une forme d'intégration à double sens » !

Malgré la surreprésentation des situations de pauvreté et de précarité dans le quartier, on ne peut pas parler de déterminisme de la violence et le quartier de la Meinau ne ressemble pas à un ghetto. Pourtant, la présence des institutions, leur renforcement, la visibilité de leurs actions évite la dérive du quartier¹¹. On ne peut pas oublier non plus que d'autres régulations freinent les tendances à la division. Au cours des entretiens certains enquêtés évoquent en filigrane le rôle positif des parents, mentionnent quelquefois les communautés religieuses ou les institutions scolaires et reviennent sur l'intérêt de passer par l'université. Ce qui conduit à penser que l'attente de l'intégration par l'école s'est déplacée sur l'université.

Conclusion

Ainsi la frontière de la pauvreté s'inscrit lisiblement dans le quartier du fait de la territorialité du repli qui s'y manifeste. Il y a d'abord la frontière externe de la Canardière qui réactive les limites des territoires de la politique de la ville par le truchement de cette territorialité du conflit, qui se joue sous le regard des médias et en réaction aux mesures sécuritaires de la politique de la ville. Mais il y a plus, car la territorialité du conflit réactive aussi une frontière gestionnaire entre deux bailleurs sociaux s'adressant à des clientèles différentes : familles de petits fonctionnaires d'un côté et familles plus modestes et plus souvent d'origine étrangère de l'autre. Le repli sur le quartier par des incivilités et des violences a préparé ou accompagné (?) les violences liées au trafic des drogues. Ces dernières violences ferment davantage le territoire et interdisent la fréquentation de certains lieux, comme des jardins publics et certaines places, aux jeunes et à plus forte raison aux autres habitants qui restent à l'écart du monde de la délinquance et des drogues dures. Tout se passe comme si ces différentes traces matérielles et vécues de la frontière disqualifiaient le quartier tout entier, alors qu'elles circonscrivent des territoires moins étendus que l'ensemble du quartier et que des personnes n'ayant ni franchi la frontière de la pauvreté, ni celle de la délinquance, se trouvent néanmoins prisonnières de ces lieux. Or ces frontières sont produites par l'addition de processus complexes et souvent difficiles à démêler : les processus de paupérisation des populations des grands ensembles d'habitat collectif, les processus de désignation et requalification des territoires liés à la politique de la ville, les processus liés à la territorialité du repli individuel de très nombreux habitants en situation de pauvreté regroupés dans les mêmes rues ou cages d'escalier, les processus de la territorialité du repli collectif et conflictuel qui peut déboucher sur un repli identitaire et des processus de représentation qui, en véhiculant des images déformées de ces différents processus, contribuent à produire et à colporter des représentations disqualifiantes jusque dans les médias internationaux, représentations qui influent à leur tour sur des stratégies territoriales nouvelles...

10 Pôle-Sud est une salle de spectacle strasbourgeoise dédiée à la danse contemporaine, au jazz et à la musique en général.

11 Selon Michel Wieviorka (1999 p.243-306), il en est de même dans le quartier du Neuhof à Strasbourg.

BIBLIOGRAPHIE

- BACHMANN C. et LE GENNEC N., (1997). *Autopsie d'une émeute*, Paris: Albin Michel.
- BODYGendrot S. et LE GUENNEC N., (1998). *Mission sur les violences urbaines*, Paris: La Documentation française.
- BUI TRONG L., (1993). « Échelle d'évaluation de l'insécurité dans les quartiers sensibles », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° 14, août-octobre.
- BUI TRONG L., (2000). *Violences urbaines des vérités qui dérangent*, Paris: Bayard.
- DIMÉO G., « Que voulons-nous dire quand nous parlons d'espace? », *Logiques de l'espace*, Lévy J. et Lussault. (Dir.), Paris: Belin, (2000). coll. « Mappemonde »: 3748.
- INSEE, (2001). *Atlas social des quartiers*, Strasbourg, Calmar, Mulhouse, Strasbourg.
- LEPOUTRE, D., (1997). *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, Paris: Éditions Odile Jacob.
- MOÏSE C., (2006). « Analyse de la violence verbale : quelques principes méthodologiques », actes des XXVI^e Journées d'étude sur la parole, 12-16 juin, Dinard, http://jep2006.irisa.fr/JEP06_ACTES.PDF.
- ORIOU M., (1988). « Perspectives du pluralisme », *Revue Européenne Migrations Internationales*, Premier semestre: 167-184.
- RIGOUSTE M., (2004). « Le langage des médias sur les 'cités'. Représenter l'espace, légitimer le contrôle », *Hommes et migrations*, Paris, n° 1252.
- SIMMEL G., *Les pauvres*, 1^{re} éd. (1907). Paris: PUF / Quadrige, 1998.
- SÉLIMANOVSKI C., (2002). *Les rapports à la violence, aux institutions et les difficultés du passage à l'âge adulte des jeunes du quartier de la Meinau*, Haug (coor.) avec Igersheim J., Wunenburger J., Causer J.-Y., Hassold A. et Tenoudji P., Strasbourg, Institut Pour La Promotion du Lien Social (IPLS) et Faculté des sciences sociales de l'Université Marc Bloch.
- SÉLIMANOVKI C., (2005). « Une frontière sociale redoublée dans les quartiers sensibles des grandes agglomérations françaises », *Tropisme des frontières*, Velosco- Graciet H. et Bouquet C. (Dir.), Paris: l'Harmattan (Géographie Cultures): 5364.
- SÉLIMANOVKI C., (2008). *La frontière de la pauvreté*, Préface Serge Paugam, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- WACQUANT L., (2006). *Parias urbain. Ghetto, banlieues, État*, Paris: La Découverte.
- WIEVIORKA M., (Dir.), (1999). *Violence en France*, Paris: Seuil (L'épreuve des faits).